

Dans cette note d'intervention, l'économiste Pierre Guin constate que l'on entretient une dangereuse illusion au sujet de la solidité de l'économie du Québec. L'analyse par exemple des exportations internationales du Québec depuis dix ans révèle des déséquilibres importants.

## SOMMAIRE

### Introduction

- 1. La valeur des exportations diminue depuis dix ans
- 2. Endettement accru envers des non-résidents
- Conclusion

# Économie du Québec : une illusion dangereuse

Pierre Guin\*

## Introduction

**L**e Québec a été moins durement frappé par la crise financière que la plupart des pays développés et on semble en déduire que l'économie du Québec repose sur des bases solides. Il s'agit là d'une

dangereuse illusion. La stagnation des exportations internationales du Québec depuis dix ans est le symptôme de déséquilibres importants

## 1 La valeur des exportations a diminué depuis dix ans

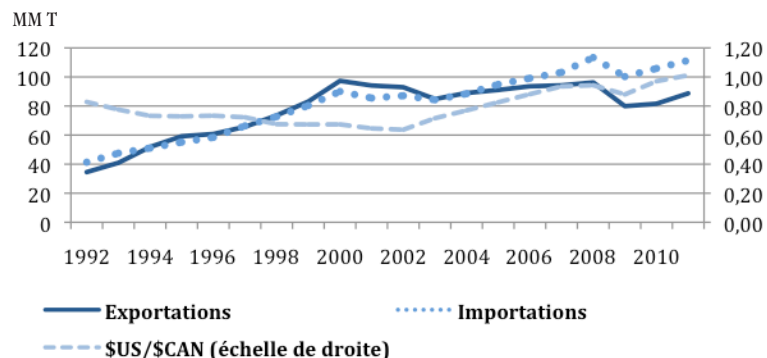
**L**a valeur des exportations de biens et services a diminué de 4,5 % entre 2002 et 2011 tandis que la valeur des importations augmentait de 27,9 %. Un tel écart de croissance est observé autant pour les biens que pour les services. Comme on peut le constater sur le graphique 1, cette tendance s'est amorcée bien avant la crise mondiale de 2008. Le solde commercial du Québec est passé d'un surplus de 6 milliards de dollars en 2002 à un déficit de 17 milliards \$ en 2008, puis de 23 milliards \$ en 2011. L'appréciation d'environ 50 % du dollar canadien, par rapport au dollar US et aux devises de nos principaux partenaires commerciaux a sûrement été un facteur important de cette évolution puisqu'elle a fait augmenter d'autant les coûts de production

du Canada exprimés en dollars américains. On peut noter qu'au cours de la même période nos ventes au reste du Canada ont même augmenté un peu plus fortement que nos achats dans le reste du Canada, soit de 31,6 % comparativement à 26,9 %, un signe que notre compétitivité intérieure s'est maintenue, voire améliorée. De la détérioration de près de 30 milliards de dollars du solde commercial à l'international, un total de 8,5 milliards \$ provient du secteur des produits pétroliers.

Cependant, le Québec profite aussi de la forte demande pour les minerais et les métaux, de sorte que le solde commercial des secteurs de l'aluminium, des minerais de fer et de cuivre et de certains produits de première transformation s'est accru

de près de sept milliards de dollars. La concurrence extérieure est surtout néfaste dans les secteurs du bois et du meuble, où le surplus a fondu de près de quatre milliards de dollars, celui du papier, où le surplus a diminué de deux milliards, ceux des produits en caoutchouc et en plastiques, où le surplus d'un milliard s'est transformé en déficit de deux milliards et

GRAPHIQUE 1  
Commerce international et taux de change



\* Économiste et chargé de projets à l'IRÉC

dans celui des produits électriques, où le déficit s'est accru d'un milliard de dollars. Le recul des exportations de ces produits se traduit par des pertes d'emplois manufacturiers.

Les pays développés ont connu une réduction de leur secteur manufacturier au profit des pays à bas salaire au cours des dernières décennies, mais des interventions gouverne-

mentales majeures sont réalisées pour contrer cette tendance et éviter la désindustrialisation. Ainsi, le Canada a dépensé récemment des milliards de dollars pour soutenir son industrie automobile et il a accordé des contrats de plus de trente milliards de dollars à son industrie navale qui n'aurait pas réussi à décrocher de tels contrats à l'étranger. De même, les États américains se battent à coup de subventions

pour attirer ou maintenir les emplois manufacturiers. L'intervention de l'État est donc justifiée, mais il est possible d'intervenir autrement qu'en soutenant à tout prix des productions non compétitives. C'est pourquoi le Québec ne peut pas se passer plus longtemps d'une politique industrielle bien conçue<sup>1</sup>.

## 2 Endettement accru envers les non-résidents

Le solde commercial, qui est fortement négatif même en tenant compte des échanges avec le reste du Canada, indique également que les Québécois et les Québécoises utilisent davantage de biens et services qu'ils

n'en produisent. Ainsi, en dollars courants, la demande intérieure s'est accrue en moyenne de 4,6 % par année entre 2002 et 2011 tandis que le produit intérieur brut augmentait de seulement 3,7 %.

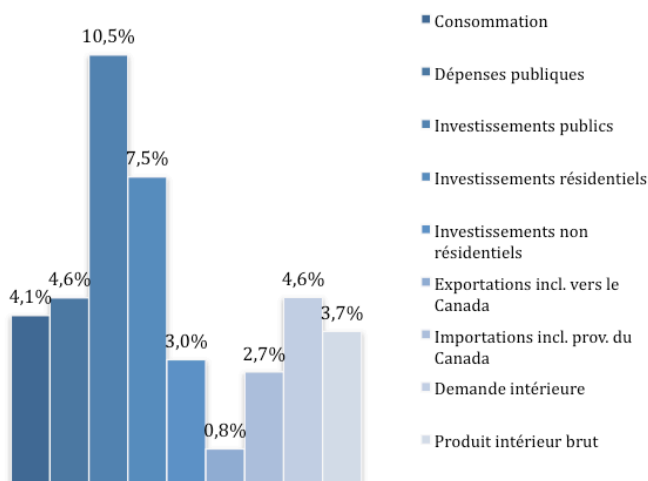
Depuis une dizaine d'années, une part importante des dépenses faites par les individus, les gouvernements et les entreprises a donc été financée par un endettement accru envers les non-résidents, ce qui peut être vu comme un déficit d'épargne pour le Québec.

De plus, le graphique 2 révèle que parmi les catégories de dépenses, seuls l'investissement des administrations publiques et la construction résidentielle ont affiché une croissance moyenne sensiblement supérieure à la croissance du PIB. L'investissement non résidentiel a progressé lente-

ment et notamment les dépenses en machines et équipements, essentielles à la compétitivité des entreprises, n'ont augmenté que de 0,6 % par année. L'incitation à investir est faible dans les activités où la concurrence extérieure apparaît insoutenable. En outre, les investissements publics massifs ont tendance à nuire à l'investissement privé en exerçant une pression sur le coût des ressources nécessaires. Les données concernant les administrations publiques regroupent l'administration provinciale, les administrations locales et l'administration fédérale au Québec.

Cependant, les derniers documents budgétaires indiquent clairement que les immobilisations du gouvernement du Québec lui-même ont augmenté très fortement depuis une dizaine d'années et que cela a entraîné une hausse importante de la dette publique québécoise<sup>2</sup>. Une croissance des immobilisations publiques au même rythme que l'économie n'est pas un problème, même si elle est financée par la dette, mais le secteur public ne peut pas demeurer le principal moteur de croissance de l'économie sur une longue période.

GRAPHIQUE 2  
Produit intérieur brut du Québec, variations 2002-2011



Comptes économiques du Québec (Institut de la statistique du Québec)

## Conclusion

Dans des conditions idéales de marché, un petit pays qui souffre d'un déficit commercial et d'un déficit d'épargne subit des ajustements automatiques telles une dépréciation de la devise ou une hausse des taux d'intérêt. Cependant, puisque le Québec, comme la Grèce, utilise la monnaie d'une entité économi-

que plus large, ces ajustements ne se réalisent pas automatiquement et les avertissements de crise arrivent généralement trop tard. Une très grande rigueur est donc nécessaire dans l'appréciation de la situation économique et financière actuelle du Québec.

1. BOURQUE, Gilles L., *Le renouveau des politiques industrielles. De la restructuration industrielle à la reconversion écologique*, IRÉC, Note d'intervention numéro 9, août 2011, 5 p. [<http://www.irec.net/index.jsp?p=76>]  
2. GOUIN, Pierre, « L'évolution de la dette », *Bulletin de l'IRÉC - Spécial du Budget du Québec 2012-2013*, mars 2012, p. 2-3. [<http://www.irec.net/index.jsp?p=43>]

## NOTE D'INTERVENTION DE L'IRÉC

Numéro 19/Août 2012  
Institut de recherche en économie contemporaine (IRÉC)  
1030, rue Beaubien Est, bureau 103  
Montréal, Québec H2S 1T4  
514 380-8916/Télécopieur : 514 380-8918  
adm.irec@videotron.net/ www.irec.net  
Dépôt légal à la Bibliothèque nationale du Québec

Les Notes d'intervention de l'IRÉC visent à contribuer au débat public et à jeter un éclairage original sur les questions d'actualité. Elles s'appuient sur les recherches scientifiques menées par les équipes de chercheurs et de chercheuses de l'IRÉC.